



**PRÉFET
D'INDRE-
ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Centre-Val de Loire**

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher
ZA n°2 des Ailes
25-26 rue des Ailes
37210 Parçay-meslay

Parçay-meslay, le 16/04/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/03/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

EPC FRANCE

4 rue de Saint-Martin
(Dépôt de Cigogné)
13310 Saint-Martin-de-Crau

Références : 2024 / 330 - CD et VAT20240183
Code AIOT : 0010000706

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/03/2024 dans l'établissement EPC FRANCE implanté Le Grand Bouchet (Bureaux : 68 rue de la Varenne - 37150 Bléré) 37310 Cigogné. L'inspection a été annoncée le 06/03/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

-

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EPC FRANCE
- Le Grand Bouchet (Bureaux : 68 rue de la Varenne - 37150 Bléré) 37310 Cigogné

- Code AIOT : 0010000706
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

Le dépôt de Cigogné de la société EPC France est spécialisé dans le stockage et la distribution de produits explosifs à usage civil (dans les secteurs du BTP et des carrières).

Compte-tenu des quantités de matières actives stockées, le dépôt qui comprend 2 bâtiments relève de la Directive SEVESO avec le statut "Seuil Haut" (par dépassement direct du seuil).

Les activités du dépôt EPC France de Cigogné sont réglementées par les prescriptions des actes administratifs suivants :

- AP du 14/10/2010 supprimant la totalité des articles des trois arrêtés précédents et autorisant la société à poursuivre l'exploitation de son dépôt de matières explosives ;
- APC du 15/11/2011 autorisant le changement d'exploitant et imposant la constitution de garanties financières "Seveso" ;
- APC du 30 novembre 2015 (abrogeant l'arrêté préfectoral du 13 avril 2015) fixant des prescriptions complémentaires ;
- Courrier préfectoral du 5 décembre 2018 actant la rubrique 4000.

Thèmes de l'inspection :

- Explosifs
- Plans d'urgence

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
7	Matières stockées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50	/	Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours
8	Moyens d'intervention en cas d'accident	Arrêté Préfectoral du 14/10/2010, article 7.7.1	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	60 jours
10	Protection des populations	Arrêté Préfectoral du 14/10/2014, article 7.7.4.1	Susceptible de suites	Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours
11	Garanties financières "Seveso"	AP Complémentaire du 15/11/2011, article 3 et 6	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	60 jours
12	POI / dispositions matérielles et organisationnelles premiers prélèvements	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V point i)	/	Demande d'action corrective	60 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Plan d'Opération Interne (POI)	Code de l'environnement du 19/03/2024, article R.515-100	/	Sans objet
2	Installations électriques - Mise à la terre	Arrêté Préfectoral du 14/10/2010, article 7.3.2.3	/	Sans objet
3	Alimentation électrique	Arrêté Préfectoral du 14/10/2010, article 7.3.2.6	/	Sans objet
4	Installations de protection contre la foudre	Arrêté Préfectoral du 14/10/2010, article 7.3.3.4	/	Sans objet
5	Entretien des installations	Arrêté Préfectoral du 14/10/2010, article 7.3.4.4	/	Sans objet
6	Dégroupage des détonateurs	Arrêté Préfectoral du 14/10/2010, article 7.3.4.6	/	Sans objet
9	Consignes générales d'intervention	Arrêté Préfectoral du 14/10/2014, article 7.7.2	Susceptible de suites	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan d'Opération Interne (POI)

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 19/03/2024, article R.515-100
Thème(s) : Risques accidentels, Fréquence de test du POI
Prescription contrôlée : POI [...] Ce plan est établi avant la mise en service. Il est testé à des intervalles n'excédant pas un an et mis à jour à des intervalles n'excédant pas trois ans [...]

<p>Constats :</p> <p>L'exploitant dispose d'un POI dont la dernière version mise à jour est du mois d'octobre 2023 (la précédente version était de juillet 2020). Les 2 derniers exercices de test du POI ont respectivement été réalisés le 11 septembre 2023 et le 14 mars 2024. Les thèmes retenus pour ces 2 exercices ont respectivement été la prise en feu d'un transpalette et la prise en feu d'un engin dans le bois à proximité du dépôt A (appel de l'astreinte par le riverain du dépôt). Lors de l'inspection l'exploitant a précisé que le dernier exercice avait été réalisé hors heures ouvrées. [PdC n°1] - Pas d'écart constaté</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>-</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Installations électriques - Mise à la terre

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/10/2010, article 7.3.2.3</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Maintien en état et contrôle des installations électriques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine. Les conducteurs sont mis en place de manière à éviter tout court-circuit. Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le dernier contrôle des installations électriques a été réalisé le 08/02/2024 par la société DEKRA. Le rapport correspondant à ce contrôle (daté du 08/02/2024) a été présenté le 19/03/2024. Ce rapport fait état de 2 observations :</p> <ul style="list-style-type: none"> - présence de dégradations mécaniques, refixer le capot du coffret à remettre en place (extérieur du dépôt B) - Coffret de surveillance vidéo (PC) , présence de doublette sur multiprises, à supprimer. <p>Les 2 observations ont été levées par l'exploitant. [PdCn°2] - Pas d'écart constaté.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>-</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Alimentation électrique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/10/2010, article 7.3.2.6
Thème(s) : Risques accidentels, Maintien de l'alimentation électrique
Prescription contrôlée : L'exploitant détermine à partir des analyses des risques les installations et les équipements importants pour la sécurité qui nécessitent le maintien de l'alimentation électrique, en cas de panne du réseau public. Ces installations et équipements sont secourus par un groupe de secours d'une capacité suffisante et d'une fiabilité garantie par des procédures de contrôle et de maintenance préventive définies par l'industriel dans le cadre du SGS.
Constats : L'exploitant dispose d'une liste des MMR (EIPS : Eléments Importants Pour la Sécurité). Parmi les MMR identifiées aucune ne nécessite un secours par groupe électrogène en cas de coupure de l'alimentation électrique. [PdC n°3] - Pas d'écart constaté.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : -
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Installations de protection contre la foudre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/10/2010, article 7.3.3.4
Thème(s) : Risques accidentels, Vérification des installations de protection contre la foudre.
Prescription contrôlée : [...] Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent. L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les 2 ans par un organisme compétent. Toutes les vérifications sont décrites dans une notice de vérification et maintenance et sont réalisées conformément à la norme NF EN 62305-3 [...].
Constats : Les installations de protection contre la foudre ont, lors des 2 dernières années, fait l'objet : - d'une vérification complète réalisée par la société DEKRA le 9/02/2023 (rapport du 10/02/2023 présenté le 19/03/2024). - d'un contrôle visuel, également réalisé par DEKRA le 8/02/2024 (rapport du 08/02/2024 présenté le 19/03/2024). Le rapport du contrôle 2023 qui est sans observation indique dans sa conclusion : " Notice de vérification et de contrôle présentée - du 15/05/2013". Le rapport du contrôle 2024 qui est sans observation indique : "L'installation de protection foudre est correctement maintenue en état de conformité et de conservation". [PdC n°4] : Pas d'écart constaté.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
-
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Entretien des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/10/2010, article 7.3.4.4
Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des abords des installations et des merlons
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les locaux doivent être maintenus dans un état constant de propreté. Les produits et poussières doivent être enlevés avant que leur accumulation ne présente un danger. Le matériel de nettoyage doit être adapté aux risques présentés par les produits et poussières .</p> <p>Du fait des risques d'incendie, les abords immédiats des dépôts (explosifs et détonateurs) doivent être désherbés et débroussaillés. Ce désherbage et débroussaillage est réalisé et dans un rayon de 50 mètres autour du dépôt d'explosifs et dans un rayon de 10 mètres autour du dépôt de détonateurs.</p> <p>Les produits utilisés pour le désherbage et le débroussaillage doivent être de nature telle qu'ils ne puissent provoquer des réactions dangereuses avec les matières utilisées dans l'enceinte pyrotechnique.</p> <p>Les merlons de terre sont correctement et régulièrement entretenus. Il sont débarrassés des herbes sèches et débroussaillés.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite des dépôts A et B, aucune accumulation de poussières n'a été constatée dans les locaux qui sont maintenus propres.</p> <p>Sur le registre de sécurité, la dernière intervention de la société retenue pour l'entretien des espaces verts autour des dépôts est mentionnée au 15/03/2024. Concernant la fréquence d'intervention de cette société l'exploitant a indiqué qu'elle était de l'ordre de 4 à 5 fois par an. Autour du dépôt d'explosifs le désherbage et le débroussaillage sont réalisés sur une bande d'au moins 50 m autour des installations et les merlons sont correctement entretenus.</p> <p>Autour du dépôt des détonateurs le désherbage et le débroussaillage sont réalisés sur une bande de 10 m autour du dépôt. Cette bande de 10 m est matérialisée par des poteaux métalliques dont l'extrémité est peinte d'une couleur fluorescente.</p> <p>L'exploitant a précisé que le désherbage et le débroussaillage étaient réalisés par des procédés mécaniques sans utilisation de produits de désherbage et de débroussaillage.</p> <p>[PdC n°5] - Pas d'écart constaté.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
-
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Dégroupage des détonateurs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/10/2010, article 7.3.4.6
Thème(s) : Risques accidentels, Conditions de dégroupage des détonateurs
Prescription contrôlée : Les emballages ne doivent pas être ouverts dans les dépôts de stockage. Le dégroupage des détonateurs s'effectue dans le local de préparation situé dans le dépôt B [...].
Constats : Dans le dépôt A les produits présents sont conditionnés en sacs ou en cartons et tous les emballages sont fermés. Tous les emballages sont également fermés dans le dépôts B qui présente un espace dédié au dégroupage des détonateurs. Lors de l'inspection aucun dégroupage n'était en cours de réalisation. [PdC n°6] - Pas d'écart constaté.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : -
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Matières stockées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des matières stockées.
Prescription contrôlée : L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants : 1. Servir aux besoins de la gestion d'un évènement accidentel ; en particulier cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Pour les matières dangereuses, devront figurer a minima les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées. Pour les produits, matières ou déchets, autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement. Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance.

2. Répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.

L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre évènement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.

Pour les matières dangereuses, cet état est mis à jour a minima de manière quotidienne.

Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.

L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.

Constats :

L'exploitant dispose d'un état des matières stockées pour chacun des 2 bâtiments. Lors de l'inspection un état des matières stockées par bâtiment a été remis à l'inspecteur.

Chaque état présente les divisions de risques des articles présents, la référence des articles, l'unité de comptage, la quantité en stock de chaque article et les masses correspondantes (brute et explosive).

A chaque état sont également associées la ou les divisions de risques des produits susceptibles d'être stockés.

Les états des stocks sont mis à jour à chaque mouvement de produit, soit quasiment à une fréquence journalière.

Lors de l'inspection l'exploitant a précisé qu'il ne disposait pas, pour répondre aux besoins d'information de la population d'un état des stocks sous format synthétique, mais que son outil informatique lui permettait de produire ce type de document à partir d'une requête sur l'état détaillé des stocks.

D'autres informations concernant les états des stocks et les comptages réalisés lors de l'inspection sont placés en annexe confidentielle.

[PdC n°7] L'exploitant n'est pas en mesure, le jour de l'inspection, de présenter un état synthétique de ses stocks permettant de répondre aux besoins d'information de la population (information vulgarisée).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat [PdC n°7] formulé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 60jours

N° 8 : Moyens d'intervention en cas d'accident

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/10/2010, article 7.7.1

Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de défense Incendie

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 19/09/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

L'établissement est doté de moyens adaptés aux risques à défendre et répartis en fonction de la localisation de ceux-ci conformément à l'analyse des risques définie dans l'étude des dangers.

Notamment en ce qui concerne le risque incendie, le site est pourvu:

- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours ou des autres services d'urgence concernés avec une description des dangers pour chaque local;
- une ressource en eau de 120 m³ destinée à l'extinction (réserve d'eau ou tout autre moyen équivalent assurant la même capacité d'extinction). Ces équipements sont accessibles et utilisables à tout moment et en toute circonstance. Ils disposent des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et doit permettre de fournir un débit de 60 m³/h.
- d'extincteurs à eau pulvérisée, placés sur chaque dépôt à l'extérieur des bâtiments (2 extincteurs minimum par dépôt) et au niveau de l'aire de stationnement des camions (1 extincteur);
- de bacs à sable et de bates à feu, placés à proximité de chaque dépôt.

Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles.

[...]

L'ensemble des moyens de secours fait l'objet d'une vérification annuelle.

[...]

Les opérations d'entretien périodique sur le matériel de lutte contre l'incendie sont effectuées, enregistrées et tenues à disposition des services de protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.

Le personnel intervenant sur l'établissement est formé à la première intervention en cas d'incendie.

Dans le cas d'une ressource en eau extérieure à l'établissement, celle-ci doit être située à 1800 m au plus du dépôt A [soit à l'intérieur de la zone couverte par le plan particulier d'intervention (PPI)]. Dans ce cas, l'exploitant s'assure de la disponibilité opérationnelle permanente de cette réserve. A défaut, l'exploitant met en œuvre les moyens compensatoires équivalents en propre

Constats :

Le constat formulé suite à la visite d'inspection du 19/09/2023 est le suivant :

Tous les extincteurs présents au niveau des dépôts sont des extincteurs à poudre ABC et non des extincteurs à eau, comme prescrit par l'arrêté préfectoral d'autorisation de l'établissement. Pour la formation du personnel à la première intervention en cas d'incendie, cf point de contrôle suivant (n°6).

Dans sa réponse du 20/02/2024 l'exploitant a précisé : " Conformément à l'article 7.7.1 de notre arrêté préfectoral notre établissement est doté de moyens adaptés aux risques à défendre et respectent la répartition prescrite. Nous avons confié le choix et le contrôle annuel de ces extincteurs à une entreprise extérieure agréée.

Les extincteurs à eau pulvérisée éteignent seulement des feux secs de classe A. Les extincteurs

poudre ABC que nous avons mis en place sur les dépôts éteignent des feux de classe A, B et C. Ils peuvent également intervenir sur des feux d'origine électrique. La présence d'un coffret électrique nécessaire à la télésurveillance favorise donc la mise en place d'extincteurs poudre. Ce dispositif est également le plus rapide et le plus efficace en termes d'extinction puisqu'il isole le combustible et étouffe les flammes".

Même si les arguments développés par l'exploitant sont entendables, il ressort que la modification des moyens d'intervention intervenue sur le site a été réalisée sans être préalablement portée à la connaissance du préfet.

[PdC n°8]. Il est attendu de l'exploitant qu'il porte à la connaissance du préfet les modifications intervenues concernant les moyens d'intervention incendie présents sur chacun des dépôts.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat [PdC n°8] formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 60jours

N° 9 : Consignes générales d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/10/2014, article 7.7.2

Thème(s) : Risques accidentels, Consignes d'intervention

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 19/09/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

Des consignes écrites sont établies pour la mise en œuvre des moyens d'intervention, d'évacuation du personnel et d'appel des secours extérieurs auxquels l'exploitant a communiqué un exemplaire. Le personnel est entraîné à l'application de ces consignes.

Les employés de la société NITRO-BICKFORD susceptibles d'être présents sur le site sont équipiers de première intervention. A cet effet ils sont spécialement formés contre les risques identifiés sur le site et au maniement des moyens d'intervention.

Constats :

Le constat formulé suite à la visite d'inspection du 19/09/2023 est le suivant :

Une formation spécifique à la manipulation des extincteurs devrait être organisée plus régulièrement pour l'ensemble du personnel susceptible d'être présent sur le site en sa qualité d'équipier de première intervention.

<p>Dans sa réponse du 20/02/2024 l'exploitant a répondu : " Comme énoncé lors de la visite d'inspection, nos salariés manipulent régulièrement des extincteurs lors de leurs formations liées au transport de matières dangereuses. Conformément à l'article 7.7.2 de notre arrêté préfectoral, il sont de plus entraînés lors des exercices POI à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La mise en œuvre de moyens d'intervention (manipulation d'un extincteur en réel lors d'un exercice POI) - L'évacuation du personnel - L'appel des secours extérieurs. <p>Nous ajouterons à cela une formation annuelle au risque incendie et à la manipulation des extincteurs".</p> <p>Le 19/03/2024 l'exploitant a précisé qu'une formation à la manipulation des extincteurs était prévue pour l'ensemble du personnel le 13 juin 2024 (durée prévue de 2 heures). Pour justifier cette action l'exploitant a présenté un devis du 21/02/2024 accepté par ses soins (bon pour accord) auprès de SPI Formation.</p> <p>Il a par ailleurs été précisé à l'inspecteur que ce type de formation serait reconduit annuellement.</p> <p>[PdC n°9] - Pas d'écart constaté</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>-</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 10 : Protection des populations

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/10/2014, article 7.7.4.1</p>
<p>Thème(s) : Autre, Moyens de diffusion de l'alerte</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 19/09/2023 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en place les moyens de diffusion de l'alerte de la population définis par le plan particulier d'intervention en vigueur.</p> <p>Ces moyens de diffusion de l'alerte sont commandés, par l'exploitant à partir d'un endroit bien protégé de l'établissement.</p> <p>Ils sont secourus par un circuit indépendant et doivent pouvoir continuer à fonctionner même en cas de coupure de l'alimentation électrique principale. Cette garantie doit être attestée par le fournisseur et le constructeur.</p> <p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour maintenir ces moyens dans un bon état d'entretien et de fonctionnement. A cette fin, ils sont régulièrement testés.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le constat formulé suite à la visite d'inspection du 19/09/2023 est le suivant :</p> <p>L'exploitant ne dispose pas d'une attestation du fournisseur et du constructeur garantissant que</p>

<p>la sirène peut continuer à fonctionner en cas de coupure de l'alimentation électrique principale.</p> <p>Dans sa réponse du 20/02/2024 l'exploitant a répondu : " Notre sirène PPI permet la diffusion de l'alerte de la population. Nous maintenons ce dispositif en bon état d'entretien et de fonctionnement et le testons régulièrement.</p> <p>Nous avons rencontré plusieurs prestataires et étudions actuellement leurs propositions pour le remplacement de notre sirène PPI par un modèle plus récent. Dans notre cahier des charges, nous avons intégré les exigences de fonctionnement en cas de coupure électrique".</p> <p>Le 19/03/2024 l'exploitant a confirmé que 3 prestataires étaient venus sur site et que le choix d'un d'entre eux était imminent.</p> <p>[PdC n°10] - L'exploitant n'est pas en mesure de justifier que la sirène PPI va être remplacée par un nouvel équipement dont le fournisseur attestera qu'il sera capable de continuer à fonctionner en cas de coupure de l'alimentation électrique principale</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat [PdC n°10] formulé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 60jours</p>

N° 11 : Garanties financières "Seveso"

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 15/11/2011, article 3 et 6</p>
<p>Thème(s) : Autre, Montant des garanties financières "Seveso" et actualisation</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 19/09/2023 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Art 3 : MONTANT DES GARANTIES FINANCIÈRES</p> <p>Le montant des garanties financières est fixé à 122 000 (cent vingt deux mille) euros.</p> <p>Le calcul des garanties financières est fait suivant les dispositions prévues dans la circulaire ministérielle du 18 juillet 1997 relative aux garanties financières pour les installations figurant sur la liste prévues à l'article L.515-8 du code de l'environnement.</p> <p>Art 6 : ACTUALISATION DES GARANTIES FINANCIÈRES</p> <p>L'exploitant est tenu d'actualiser le montant des garanties financières et en atteste auprès du Préfet dans les cas suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • tous les cinq ans au prorata de la variation de l'indice publié TP 01 ; • sur une période au plus égale à cinq ans, lorsqu'il y a une augmentation supérieure à 15 (quinze)% de l'indice TP01, et ce dans les six mois qui suivent ces variations.

<p>Constats :</p> <p>Le constat formulé suite à la visite d'inspection du 19/09/2023 est le suivant : Le montant des garanties financières «Seveso» n'a pas été actualisé dans les conditions prescrites par les dispositions de l'article 6 de l'arrêté préfectoral n°19108 du 15 novembre 2011.</p> <p>Dans sa réponse du 20/02/2024 à l'inspection du 19 septembre 2023 l'exploitant a précisé : " Comme précisé le montant de la garantie mutualisée est supérieur à celui imposé pour le dépôt de Cigogné. Nous demanderons au groupe l'actualisation des montants de chaque dépôt et tâcherons d'avancer le renouvellement de septembre à juin 2024. Lors de l'inspection du 19/03/2024 il a été rappelé à l'exploitant que l'échéance de l'acte de cautionnement en cours de validité était fixée au 31/08/2024 et qu'en application des dispositions de l'article 5 de l'arrêté préfectoral du 15/11/2011 le renouvellement des garanties financières devait intervenir au moins 3 mois avant l'échéance des garanties en cours de validité, soit avant le 31 mai 2024.</p> <p>[PdC n°11]. Le montant des garanties financières du site de Cigogné n'a pas été actualisé. Il est à actualiser et le nouvel acte de cautionnement (mutualisé ou non) correspondant au nouveau montant est à produire avant le 31 mai 2024.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées le justificatifs permettant de répondre au constat [PdC n°11] formulé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 60jours</p>

N° 12 : POI / dispositions matérielles et organisationnelles premiers prélèvements

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V point i)</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>" Annexe V - Données et informations devant figurer dans le plan d'opération interne, ou dans sa mise à jour postérieure au 31 décembre 2021 : [...] i) Dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, dont les méthodes de prélèvement appropriées, et les analyses comme indiqué à l'article 5 du présent arrêté, « et portant sur les substances toxiques, » les types de produits de décomposition mentionnés au I de l'annexe III « et, le cas échéant, pour les installations relevant du L. 515-36 du code de l'environnement, les substances générant des incommodités fortes sur de grandes distances ». Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieurs au 1er janvier 2023</p>
<p>Constats :</p> <p>Ce point a déjà été abordé lors de la précédente inspection du 19/09/2023 et l'exploitant avait</p>

répondu dans un courrier du 20 février 2024 que : " Nous étudions à ce jour des dispositifs de premiers prélèvements environnementaux sur d'autres sites EPC France. En fonction du dispositif retenu, nous intégrerons les moyens de premiers prélèvements environnementaux au prochain réexamen quinquennal de l'étude de dangers et nous mettrons à jour notre POI avec ces nouveaux éléments".

Lors de l'inspection du 19/03/2024 l'exploitant a indiqué que même si un guide professionnel était sorti en juin 2023 il éprouvait des difficultés pour trouver un prestataire pouvant répondre en termes de moyens humain et matériel à la prescription.

Le POI ayant été mis à jour en octobre 2023 avec la liste des produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie, la prescription lui est cependant applicable.

[PdC n°12] - Le POI de l'établissement ne comprend pas les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux pour les produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat [PdC n°12] formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 60jours